

CR rencontre FFMC / Ministère de l'Écologie mardi 18 décembre 2018

La FFMC représentée par Michel Écochard du BN et Marc Bertrand du SN a été auditionnée au ministère de l'Environnement lors d'une rencontre prévue avec Elisabeth Borne, ministre des transports et Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à la transition écologique et solidaire.

Etaient présents :

Daniel Quéro (40 MA), Didier Boellecker (Automobiles clubs association ACA), un représentant de 60 M de piétons et Olivier Schneider (FUB). Elisabeth Borne n'était pas présente, retenue à l'Élysée. Emmanuelle Wargon est restée 20 minutes, le temps des présentations. Elle a ensuite laissé la place à Marc Papinutti (dir'cab' d'Elisabeth Borne), un haut fonctionnaire déjà rencontré dans les réunions du Comité national des usagers du réseau routier (Cnurr). Il était assisté de deux « jeunes techno », l'un d'eux Nicolas d'Arco était déjà présent lors de la rencontre avec la FFMC au Ministère de l'Environnement, avec Didier et Eric, pour présenter les 11 mesures relatives aux 2RM et à la Transition écologique.

La rencontre avait pour objet d'écouter les représentants d'associations d'usagers de la route pour préparer « le grand débat » avec les Français annoncé par Macron pour tenter de désamorcer la crise des Gilets jaunes. Ce « grand débat » est prévu pour démarrer aux alentours de la mi-janvier et devrait se poursuivre durant 2 à 3 mois.

Baptisé « commission nationale du débat public » ce machin sera piloté par Chantal Jouanneau (ex ministre des sports puis secrétaire d'État à l'Écologie sous Sarkozy).

E. Wargon nous explique le plan prévu : la commission nationale du débat public travaillera via des groupes de travail (pour lesquels nous pourrions être sollicité à participer), des « débats mobiles » (rencontres en région entre représentants du gouvernement et acteurs locaux) et une plateforme numérique dédiée (sorte de site internet collaboratif).

E. Wargon a détaillé ce plan en 4 axes :

1. La transition écologique au quotidien sur les points suivants

- Logement
- Chauffage (les chaudières)
- Les déplacements (transports)

2. Les services publics (accès, proximité, déploiement)

3. La justice fiscale (qui paye quoi et comment)

4. La démocratie (assemblées citoyennes, référendum, participation...)

Daniel Quéro a démarré le tour de table en dénonçant le 80 km/h et les mesures anti-voiture, les péages, les radars, le stationnement payant, les contrôles-privatisés, le contrôle-technique, les ZCR.

Michel Écochard (BN) a pris la suite et après un bref rappel de ce qu'est la FFMC (40 ans d'existence, 20 000 membres, des actions de formation, prévention, éducation et amélioration des infrastructures routières prenant en compte les 2RM), il est revenu sur le 80 km/h et les 400 manifestations de la FFMC lors du 1^{er} semestre 2018. Nous avons précisé que les manifs de la FFMC, c'était le dernier recours, quand tout ce qu'on fait avant (concertations, courriers) reste sans écoute

ni suivi de la part de l'État et nous avons rappelé que nous siégeons au CNSR, au CNURR. Nous avons dénoncé l'absence de débat national avec le Gouvernement sur le 80, bien que nous ayons été auditionnés par le Sénat et des groupes de parlementaires. Puis nous avons attaqué sur les ZFE, promettant un retour de la colère dans le genre des Gilets jaunes, mais encore plus fort, rappelant que cette fois, « en IDF, ça allait concerner 130 communes et 7 millions d'habitants qui n'ont pas l'embarras du choix mais juste le choix des embarras ». Nous avons dit que nous avions écrit à De Rugy, avant à Hulot et avant à Royal, sans jamais avoir obtenu la moindre réponse. Nous avons dit que la FFMC avait retenu ses troupes dans l'épisode Gilets jaunes, malgré les multiples appels de leur part pour les rejoindre. Nous avons dit que si le Gouvernement continuait ainsi, cela allait devenir ingérable, que les voyants étaient tous au rouge et que la situation était en surchauffe. Wargon et Papinutti ont encaissé en prenant des notes, l'air grave. Les autres participants hochaient la tête pour soutenir nos propos.

D. Boellecker (ACA) a ensuite parlé, reprenant les mêmes motifs que D. Quéro, en y ajoutant des considérations personnelles sur les émissions des bagnoles, le GIEC, etc...

Ensuite, E. Wargon s'est éclipsée et les prises de paroles ont continué avec le représentant de 60 M de piétons qui s'est plaint de l'envahissement des trottoirs par les motos, les vélos et les patinettes, du danger pour les personnes à mobilité réduite, les gens avec des poussettes d'enfant, etc... tout le monde a écouté poliment et c'est Olivier Schneider (Fub) qui s'est exprimé le dernier. Il a parlé du vélo à développer davantage, notamment en zones rurales pour des trajets utilitaires, il a développé intelligemment le problème des foyers modestes assujettis à l'usage incontournable de la voiture (les Gilets jaunes), il a relevé le besoin d'expression et la demande d'écoute de ces gens... quand il eut fini, nous avons appuyé le discours d'O. Schneider en nous appuyant sur la question des « territoires » pour dénoncer la disparition des services publics, petits commerces, médecins de campagne, tout ce qui oblige les foyers ruraux à utiliser une voiture par personne active dans la cellule familiale. Nous avons dit que le gouvernement ne pouvait pas tenir de discours sur l'écologie en obligeant les gens à renoncer à l'usage d'un véhicule thermique quand dans le même temps, rien ne contraignait les hyper-marchés, l'industrie agro-alimentaire et la mondialisation économique : nous avons donné pour exemple le projet d'Europa-city dans la zone Le Bourget – Gonesse qui prévoit l'implantation d'un centre commercial géant, avec piste de ski, comme un non-sens écologique, nous avons parlé des pommes venues de Nouvelle-Zélande qui arrivent dans les rayons bio des hypermarchés, au détriment de la production locale, donc du commerce local, de l'emploi local et donc, de déplacements courts pour les consommateurs... nous leur ai demandé « comment ces choses sont-elles possibles alors que dans le même temps, la seule alternative que vous proposez aux gens, c'est d'acquérir un véhicule neuf ou d'interdire, avec les ZCR-ZFE, l'usage de leur véhicule de + de 15 ans pour des motifs d'écologie ? »

Conclusion : c'est le début d'un processus de rattrapage pour le gouvernement et ils prennent d'abord la température. Pour la FFMC, nous nous sommes montrés combatifs, engagés, collectifs, très mobilisés et bien documentés. Au moment de se quitter, nous avons laissé des docs argumentaires (80 km/h, ZCR et courrier à de Rugy) aux deux technos qui accompagnaient Papunutti. L'essentiel, c'est que nous leur avons dit que la situation était chaude-bouillante et qu'avec les ZCR prévus cet été, cela allait repartir en contestation si le gouvernement ne revoyait pas ça avant et qu'il faudra qu'ils lâchent du lest.

Bien à vous,

Le BN et le SN.